BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Le(s) soussigné(s) ⁽¹⁾ :

Monsieur Madame Monsieur et Madame Mademoiselle

Personne morale - n°SIRET | | Nom et prénom du représentant légal | |

Nom : | | Prénom | | Nom de jeune fille | |

(en majuscules) nom marital pour les femmes mariées, divorcées ou veuves - nom juridique ou raison sociale pour les indivisions et personnes morales.

Né(e) le | | (jj/mm/aaaa) à | | Dépt. | | Pays | |

Nom et Prénom du conjoint ou partenaire du PACS | |

Né(e) le | | (jj/mm/aaaa) à | |

N° | | Rue | | Complément d'adresse | |

Commune | | Code postal | | Ville | |

Téléphone : Domicile | | Bureau | | E-Mail | |@..... |

Statut fiscal : Résident fiscal français Non-résident fiscal français - Pays de résidence | |

<p>Situation familiale ⁽¹⁾</p> <p>☐ Marié(e) communauté</p> <p>☐ Marié(e) séparation de biens</p> <p>☐ Marié(e) Communauté universelle</p> <p>☐ Célibataire ☐ Divorcé(e)</p> <p>☐ Veuf(ve) ☐ PACS</p>	<p>Capacité juridique ⁽¹⁾</p> <p>☐ Majeur</p> <p>☐ Majeur incapable</p> <p>☐ Mineur sous administration légale</p> <p>☐ Mineur sous contrôle judiciaire</p>	<p>Profession ⁽¹⁾</p> <p>☐ Agriculteur ☐ Retraité</p> <p>☐ Commerçant ☐ Sans profession</p> <p>☐ Fonctionnaire ☐ Employé</p> <p>☐ Cadre ☐ Autres</p> <p>☐ Profession libérale</p>
--	---	--

- **Reconnais(sent)** avoir reçu et pris connaissance des statuts, de la note d'information visée par l'Autorité des Marchés Financiers, des derniers rapport annuel et bulletin trimestriel, et des conditions d'acquisition des parts rappelées au verso.
- **Est (sont) informé(s)** que la Société ne garantit pas la revente des parts.
- **Déclare(nt) souscrire** à | | parts de la société PIERRE PLUS pour la somme globale de | | euros.
- **Règle(nt) la souscription par** : Chèque N° | | tiré sur | | à l'ordre de PIERRE PLUS.
 Achat à crédit auprès de la Banque | | pour un montant de | | euros offre de prêt acceptée en date du | | d'une durée de | |.
- **Demande(nt)** que le règlement des revenus attachés aux parts, objet de la présente souscription, soit porté au crédit du compte suivant ⁽¹⁾ (JOINDRE IMPÉRATIVEMENT UN RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE) : A mon ordre
 A l'ordre de : | | Prénom | | Adresse : | |
- En qualité de ⁽¹⁾ : Usufruitier (ière) Autre | |
- **Déclare(nt)** : Opter Ne pas opter pour le prélèvement libératoire forfaitaire sur la fraction du revenu afférent aux capitaux mobiliers que pourrait encaisser la société.
- Le souscripteur est-il déjà associé de PIERRE PLUS ? ⁽¹⁾ : Oui Non

Fait à le en 3 exemplaires dont l'un reste en ma (notre) possession.

<p>Signature(s) Faire précéder la signature (ou les signatures en cas de souscription indivise ou par des personnes mariées sous le régime de la communauté) de la mention manuscrite : « Bon pour souscription à parts » Le nombre de parts doit figurer en toutes lettres.</p>	<p>Cadre réservé au conseiller Code : </p> <p>Enregistrement Banque de France : </p> <p>Nom, prénom </p>	<p>Partenaire ☐ oui ☐ non</p> <p>Nom, prénom</p> <p>.....</p>	<p>Date, signature</p>
--	--	---	------------------------

Attention : joindre impérativement un RIB, une copie de la CNI ou du passeport et l'original du récépissé

CADRE RESERVE A CIOGER S.A.	Code Associé : 	Date de jouissance :
-----------------------------	------------------------	------------------------------

PIERRE PLUS

Société Civile de Placement Immobilier à capital variable régie par les articles L.214-50 et suivants, L.231-8 et suivants, L.732-7 et R.214-116 et suivants du Code monétaire et financier et par les textes subséquents.

Siège social : 56, rue de Lille - 75007 PARIS – R.C.S. : D 382 886 323 PARIS

Objet social : acquisition et gestion d'un patrimoine immobilier locatif

Capital social au 31/12/2006 : 14 682 700 €

Société de Gestion : CILOGER

S.A. à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 450 000 euros

Bureaux - Administration : 147, boulevard Haussmann - 75008 PARIS - Téléphone : 01 56 88 91 92 – www.ciloger.fr

Agrément AMF n°GP 07000043 en date du 10 juillet 2007

La note d'information prévue par le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers a obtenu le visa SCPI n°04-26 en date du 21 septembre 2004 ; l'Autorité des Marchés Financiers ne portant par ailleurs aucune appréciation sur l'opportunité de la présente souscription.

La notice prévue à l'article 422-8 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers a été publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 21 février 2007.

Il est rappelé que l'inscription de la souscription sur le registre des associés est subordonnée :

- au fait que le bulletin de souscription soit conforme et correctement complété et signé par le (les) souscripteur(s)
- à la libération intégrale de la valeur nominale des parts et de la prime d'émission stipulée.

Modalités de règlement : Le règlement s'effectue en numéraire, par chèque ou par virement à l'ordre de PIERRE PLUS, au moment de la souscription pour la totalité du prix d'émission des parts (nominal et prime d'émission).

Jouissance des parts : Le souscripteur de parts acquiert la jouissance des parts au 1^{er} jour du second mois suivant celui au cours duquel la souscription est réalisée.

Minimum de souscription : Deux (2) parts pour tout nouvel associé.

Lieux de souscription : Les souscriptions sont effectuées auprès de la Société de Gestion CILOGER.

Prix de souscription

Valeur nominale d'une part	610,00 €
Prime d'émission	338,00 €
Prix de souscription pour une part	948,00 €

RECOMMANDATIONS POUR COMPLETER LE BULLETIN DE SOUSCRIPTION - DOCUMENTS A FOURNIR

Tout nouvel associé, personne physique, est tenu de joindre à son ordre une copie, recto verso, de sa carte nationale d'identité ou une copie de son passeport.

Pour les époux mariés sous le régime de la communauté ou si les parts constituent des biens communs

Le conjoint de l'acquéreur doit, sous peine de nullité, donner son consentement en apposant sa signature sur le recto du présent document en indiquant "Bon pour souscription de X parts de la SCPI PIERRE PLUS".

Pour les partenaires d'un PACS

Joindre une attestation signée du partenaire précisant le caractère indivis ou non des parts acquises. En cas d'indivision, faire signer le bulletin par chacun des partenaires.

Pour les indivisions

Etablir le bulletin au nom des indivisaires, le faire signer par chacun d'eux et leur(s) mandataire(s) dûment autorisé(s), joindre une Convention d'Indivision nommant le représentant.

Pour les usufruitiers et les nus-propriétaires

Faire signer le bulletin par chacun d'eux et par leur(s) mandataire(s) dûment autorisé(s). Joindre une convention sous seing privé ou l'acte notarié.

Pour les mineurs et les incapables majeurs

Etablir le bulletin au nom du mineur ou de l'incapable, faire signer le représentant légal et préciser ses nom, prénoms, domicile et qualité, joindre une autorisation d'achat du juge des tutelles (ou, le cas échéant du curateur ou du conseil de famille) ; joindre également une copie de la pièce d'identité du représentant légal.

Pour les personnes morales

Joindre un extrait K-Bis datant de moins de trois mois, une copie certifiée conforme des statuts ainsi que l'acte de désignation du représentant légal. Si ce dernier n'est pas le signataire du présent bulletin, joindre également la procuration du mandataire et la copie de sa pièce d'identité.

Pour les associations, joindre un exemplaire du Journal Officiel où a été publiée la déclaration de constitution ou le décret en Conseil d'Etat dans le cas d'associations reconnues d'intérêt public.

Acquisitions à crédit : joindre une copie de l'offre de crédit acceptée par la banque prêteuse et signée par les parties au contrat.

RECOMMANDATIONS POUR COMPLETER LE RECEPISSE DE DEMARCHAGE

Ce récépissé n'est à remplir que lors de souscriptions faisant suite à un acte de démarchage. Aux termes de l'article L.341-1 du Code monétaire et financier, constitue un acte de démarchage bancaire ou financier toute prise de contact non sollicitée, par quelque moyen que ce soit, avec une personne physique ou une personne morale déterminée, en vue d'obtenir de sa part un accord sur la souscription aux parts de la SCPI PIERRE PLUS. Constitue également un acte de démarchage bancaire ou financier, quelle que soit la personne à l'initiative de la démarche, le fait de se rendre physiquement au domicile des personnes, sur leur lieu de travail ou dans un lieu non destiné à la commercialisation de produits, instruments et services financiers, en vue des mêmes fins. L'ensemble de ces règles ne s'appliquent pas lorsque la personne visée est déjà associée de PIERRE PLUS et si les montants en cause correspondent à des opérations habituellement réalisées par elle.

Obligations à la charge du démarcheur :

- justifier de son nom, de son adresse professionnelle, de son numéro d'enregistrement, du nom et de l'adresse de la personne morale pour le compte de laquelle le démarchage des parts de la SCPI PIERRE PLUS est effectué ;
- s'enquérir de la situation financière du souscripteur potentiel, de son expérience, de ses objectifs en matière de placement ou de financement ;
- remettre les statuts, la note d'information en cours de validité visée par l'AMF, le bulletin de souscription, les derniers bulletin trimestriel et rapport annuel de PIERRE PLUS ;
- communiquer au démarché, d'une manière claire et compréhensible, les informations utiles pour prendre sa décision ;
- informer le démarché de l'absence de droit de rétractation prévu à l'article L341-16 I et II du Code monétaire et financier ;
- informer le démarché qu'il dispose d'un délai de réflexion de 48 heures à compter de la signature du récépissé de démarchage. Ce délai commence à courir le lendemain de la signature du récépissé. Avant l'expiration de ce délai, le démarcheur ne peut recueillir ni ordres ni fonds. La signature du bulletin de souscription, ainsi que le versement des fonds ne pourront intervenir qu'à l'échéance de ce délai.

LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES : Toutes les informations recueillies dans le présent document sont nécessaires pour acheter des parts, et seront traitées de façon automatisée. Elles ne seront utilisées et ne feront l'objet de communication extérieure que pour les seules nécessités de la gestion ou pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Dans les conditions prévues par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès avec possibilité de faire rectifier les erreurs qui auraient pu être commises.